

Sans Protocole :

Ngalla Donatus, enseignant d'Université face à Henri FOTSO

Henri Fotso : Professeur Ngalla Donatus, bonjour !

Pr. Ngalla : Bonjour !

Henri Fotso : l'Agence africaine d'information et de communication (AIC) est ravie de vous avoir en invité ce jour, pour parler de la politique camerounais. Quand on dit politique camerounaise, quel sentiment cela réveille en vous ?

Pr. Ngalla : Voilà, quand on dit politique camerounaise, cela renvoi à un certain nombre de choses, à un certain nombre d'idées. Premièrement, je vais commencer par un adage selon lequel le « Cameroun est le Cameroun ». C'est-à-dire quoi, c'est-à-dire que, voilà un pays, un pays qui fait parti du monde, qui fait parti de la Communauté Internationale, mais qui peut essayer comme cela de se frayer un chemin, un chemin qui soit original, et ainsi rejette les sentiers battus. Le rejet des sentiers battus est en soi positif. Mais il s'agit de quel sentier ? Bon, il s'agit de la politique. Aujourd'hui quand on parle de la politique on voit la démocratie, c'est le mot le plus proéminent, le plus prépondérant, aujourd'hui quand on parle de politique. Maintenant si on regarde la démocratie camerounaise, nous voyons que c'est une démocratie qui refuse d'évoluer sur les sentiers battus, c'est-à-dire d'embrasser les archétypes universaux en la matière. C'est vrai que comme on dit, chaque société a ses particularités, mais en fait il y a des archétypes alors incontournables. C'est-à-dire, si c'est la démocratie on devrait retrouver des caractéristiques et des aspects universels qui caractérisent toute les démocraties. C'est-à-dire le noyau dur devrait rester le même, ce n'est que peut-être tout ce qui tourne autour qui peut prendre des libertés. Mais parler de la politique camerounaise c'est parler d'une démocratie

qui depuis 1990 n'arrive pas à s'enraciner véritablement, n'arrive pas à se consolider parce que les zones de turbulence sont nombreuses. Nous savons qu'il y a des problèmes qui peuvent être inhérent à l'évolution n'est-ce pas d'un processus nouveau ou comme nous voulons pour le cas de la démocratie. Mais si en fait nous sommes dans le monde et que nous voyons des démocraties autour de nous, eh bien, est-ce qu'il est nécessaire au moment d'accepter la démocratie, d'aller commencer à la case Zéro ? Je dis non ! La démocratie a déjà trop évolué nous devrions au moment de l'adopter la prendre au niveau où elle est.

Henri Fotso : Très bien Professeur, si on disait à qui le tort, que répondriez vous ?

Prof Ngalla : Aux institutions ! Je pense qu'aujourd'hui il faudrait être honnête, il faudrait reconnaître que nos institutions ne sont pas favorables à l'éclosion pleine, à l'éclosion totale de la démocratie dans notre pays. Vous vous rendez compte par exemple que lorsqu'un parti politique de l'opposition veut organiser une manifestation dans la ville, eh bien ! Chaque fois l'utilisation lui est systématiquement refusée. Mais quand c'est le parti au pouvoir, on autorise cette manifestation allant parfois jusqu'à faillir accorder un jour férié et chaumé. Mais ce n'est pas le cas quand c'est l'opposition. Cet exemple en dit long sur les difficultés, sur les entraves que la démocratie rencontre du fait de l'administration qui est en place. Et nous pouvons ajouter à cela le fait qu'aucune élection ne s'est jusqu'ici organisée sans que l'issue soit contestée. Si nous pouvons reconnaître que parfois l'opposition conteste aussi à tort, mais, nous ne pouvons le reconnaître que jusqu'à 25 ou 30% mais la plupart du temps les contestations sont fondées et ça saute aux yeux quand on regarde ce qui se passe. Tout le temps on parle des sous-préfets, eux-mêmes jamais n'en ont fait un démenti, au contraire ils sont plutôt très fières quand on dit que c'est grâce à eux que Paul Biya est

maintenu au pouvoir, c'est grâce à eux que n'est-ce pas, le RDPC gagne les élections

Henri Fotso : Vous avez enfin lâché le nom Paul Biya. Paul Biya est disons l'incarnation des institutions, disons c'est lui l'autorité suprême de l'administration. C'est comme ça que nous autres nous le définissons. A d'autres lorsqu'on demande qui est Paul Biya, ils disent que Paul Biya est l'homme qui a apporté la démocratie au Cameroun et d'ailleurs il a dit que c'est ce qu'il voudrait qu'on retienne de lui à la fin. Et vous ! Qui est Paul Biya pour vous Professeur?

Professeur Ngalla : Paul Biya c'est d'abord un camerounais, ensuite il est chef de l'Etat, c'est le président du Cameroun, qui a hérité d'un pays sur un plateau en or, on peut le dire. Qui était sur tous les plans rayonnant, lui-même l'a reconnu en disant une fois de manière très sonore, nous n'irons pas au Fonds Monétaire International. Mais quand nous regardons aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? On est un pays pauvre très endetté, alors qu'il a hérité des caisses pleines et qui était le pays qui était tout à fait rayonnant, et qui était florissant même économiquement. Paul Biya c'est donc cet homme politique, ce chef d'Etat qui a hérité d'un pouvoir postcolonial de son prédécesseur Amadou Ahidjo, mais qui n'a pas pu, on pourrait dire la moisson n'a pas tenue la promesse des fleurs en ce qui concerne Paul Biya quand il prenait le pays. Parce qu'aujourd'hui eh bien, même si on regarde la rigueur de la moralisation, c'est après l'avoir dit, c'est après avoir conçue cette politique là, et après l'avoir mené cette politique là que la corruption au Cameroun est devenue une culture, que la corruption s'est plutôt enracinée fortement. A l'époque de son prédécesseur on n'entendait pas parler de corruption, de toute façon, pas de manière aussi spectaculaire. Donc Paul Biya c'est ce chef d'Etat là qui incarne les institutions, et qui s'est mis autour un certain nombre de personnes sur lesquelles il peut compter pour l'aboutissement et l'accomplissement de sa mission, mais qui malheureusement pour ainsi dire, est trahi par cet environnement